

## L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société



### **AXE 3 : Monographies empiriques : analyse d'expériences alternatives**

#### **Atelier 3.3 L'innovation sociale comme alternative sociale et environnementale**

► **Titre de la communication :**

Les déserts alimentaires et la réponse communautaire :  
Un cas dans un quartier précaire à Montréal

► **Acronyme :**

[ESTAM]

► **Auteurs :**

- Dario ENRIQUEZ

(Centre de recherche sur les innovations sociales – CRISES, Université du Québec  
à Montréal)

- Juan-Luis KLEIN

(Centre de recherche sur les innovations sociales – CRISES, Université du Québec  
à Montréal)

# **Les déserts alimentaires et la réponse communautaire :**

## **Un cas dans un quartier précaire à Montréal**

Darío ENRIQUEZ et Juan-Luis KLEIN  
Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)  
Université du Québec à Montréal  
[dees\\_uqam@yahoo.com](mailto:dees_uqam@yahoo.com)  
[klein.juan-luis@uqam.ca](mailto:klein.juan-luis@uqam.ca)

Texte présenté lors du colloque XIIe Rencontres du RIUESS  
Nancy, France/ 6-8 juin 2011

### **Introduction**

La répartition inégale des ressources alimentaires au niveau des territoires est une réalité de plus en plus fréquente en milieu urbain. Ce texte portera sur les « déserts alimentaires » (*food-desert*), un phénomène qui concerne plusieurs quartiers vulnérables à Montréal, et sur les réponses innovantes à ce phénomène qui émergent dans la société civile. L'analyse de la situation de la ville de Montréal, notamment à partir du cas de l'arrondissement de Montréal-Nord, nous permettra de montrer qu'il y a un processus de « désertification alimentaire » sur ces territoires, ce qui a des conséquences négatives sur la « sécurité alimentaire » des résidents. En même temps, nous montrerons comment plusieurs organismes de la société civile luttent contre ce processus. Il s'agit d'initiatives communautaires<sup>1</sup> qui, mobilisant des ressources de l'économie sociale et solidaire, visent à réduire, voire à surmonter les effets de la désertification alimentaire. Nous décrirons les ressources mobilisées par ces organismes, dont certaines relèvent du marché et d'autres de l'activité solidaire. Nous analyserons de façon plus approfondie les actions mises de l'avant par l'organisme *Parole d'excluEs* à Montréal-Nord, un quartier de Montréal caractérisé par la présence d'une nombreuse population d'immigration récente qui présente plusieurs des traits de l'exclusion et où la pauvreté et l'insécurité ont pris racine.

---

<sup>1</sup> Ce type d'initiatives est analysé dans Klein et Champagne (2011)

## **1. La désertification alimentaire et la pauvreté**

Les notions de sécurité alimentaire et de désertification alimentaire constituent les principaux jalons de notre analyse, qu'il faut mettre en relation à l'étalement urbain.

### ***1.1 La sécurité alimentaire***

Dès 1976, les Nations Unies ont reconnu la suppression de la faim comme l'un de ses objectifs prioritaires et le droit à une alimentation suffisante comme un droit de l'être humain. Parmi les huit objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par l'ONU en 2000, le premier est celui de « réduire l'extrême pauvreté et la faim ». Inspiré par les travaux sur la sécurité alimentaire réalisés par la FAO (Food and Agriculture Organization) et par l'ONU, l'Ordre professionnel de diététistes du Québec (OPDQ) propose la définition suivante de la sécurité alimentaire :

Il y a sécurité alimentaire lorsque toute une population a accès en tout temps, et en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif à coût raisonnable, et acceptable au point de vue social et culturel. La sécurité alimentaire suppose également un pouvoir d'achat adéquat et l'accès à une information simple et fiable sur l'alimentation pour pouvoir faire des choix éclairés (Bilodeau, 2006).

Selon cette définition, l'insécurité alimentaire comprend trois dimensions : économique, logistique et informative. La première de ces dimensions est directement reliée aux revenus et à la pauvreté. Le deuxième fait référence à l'accès aux services. Le troisième au droit à l'information pertinente, concernant la provenance des produits alimentaires, leurs ingrédients, la date d'échéance, la technologie associée, la possible utilisation d'OGM, l'application de pesticides, etc.

### ***1.2 La désertification alimentaire***

Le terme « désert » a été utilisé pour la première fois dans la littérature urbaine par Baines (1973) lorsqu'il parlait du « désert suburbain » pour décrire le manque de centres d'achat, d'églises, de centres sociaux, etc., qui affectait fortement la vie communautaire dans les

espaces périurbains et les banlieues.

Vingt ans plus tard, au début de la décennie 1990, la notion de désert a été utilisée en Écosse par un résident d'un HLM en tant que métaphore pour décrire la pénurie de supermarchés dans son quartier, parlant alors de « désert alimentaire » (Cummins et Macintyre, 2002). Il s'en suit en 1996 une définition proposée par le *British Low Income Project Team*, selon lequel les déserts alimentaires sont des « espaces de relative exclusion où les gens souffrent des barrières physiques et économiques pour accéder à une nourriture saine » (Reisig et Hobbiss, 2000).

Bien que le phénomène du « désert alimentaire » se produise aussi bien dans des milieux urbains que dans le monde rural, c'est surtout dans le contexte urbain qu'il a été abordé. Plusieurs études sur ce phénomène ont été réalisées pendant les quinze dernières années dans diverses villes britanniques, françaises et nord-américaines. Selon ces études, parmi les facteurs qui favorisent l'apparition et/ou le renforcement des déserts alimentaires, les plus importants concernent les stratégies de localisation des supermarchés, l'hégémonie des grandes chaînes alimentaires, la précarité des marchés indépendants, l'absence d'un réseau de transport en commun abordable et adapté, ainsi que la rareté d'espaces propices aux commerces alimentaires dans les quartiers centraux et péricentraux comparativement aux banlieues. (Nayga et Weinberger, 1999; Morland et al., 2002; Guy, Clarke et Eyre, 2004; Bitler et Haider, 2009).

Afin de mieux identifier la condition de désert alimentaire qui pourrait affecter un quartier urbain, nous avons identifié trois critères liés à l'accessibilité aux commerces alimentaires de grande surface, dits « d'épicerie complète »<sup>2</sup>). Ces critères sont la proximité, la diversité et la variété. Nous les définissons en nous inspirant de plusieurs travaux (Gordon et al., 2010; Sparks et al., 2009; Gallagher, 2008; Bertrand et al., 2008; Apparicio et al., 2007) :

---

<sup>2</sup> Les grands magasins considérés comme « d'épicerie complète » représentent un type de détaillant d'aliments où la variété des produits est grande, la diversité des marques est notable et les prix sont plus concurrentiels que dans les petits magasins (dépanneurs, marchés spécialisés, etc.). Nous considérons les magasins suivants comme étant des épiceries complètes : IGA, Loblaws, Provigo, Maxi, Métro, Super C et Intermarché (Apparicio et al., 2007).

- a) proximité: la présence d'une épicerie complète à une distance inférieure à 750 mètres de la résidence, au-delà de laquelle il est difficile de se déplacer à pieds avec des sacs d'épicerie,
- b) diversité : le nombre de supermarchés dans un rayon de 1000 mètres, avec un minimum de deux ce qui permet d'améliorer l'offre et donc le choix de produits;
- c) variété : distance moyenne par rapport aux différentes chaînes de supermarchés les plus proches permettant d'augmenter la variété des prix et des types de produit à partir de plusieurs fournisseurs, établie à un rayon de 1500 mètres.

### ***1.3 L'étalement urbain et les effets sur la localisation de commerces***

L'étalement urbaine, qui accompagne la croissance urbaine, en Amérique du Nord (et dans biens des pays de l'Amérique du sud et de l'Asie) provoque la construction de nouvelles zones résidentielles et commerciales dans les franges urbaines, accélérant d'ailleurs la périurbanisation. Cette dynamique a un effet sur la distribution des commerces dans l'espace urbain et sur la désertification alimentaire de certains quartiers.

La population périurbaine est caractérisée par la bi-motorisation des ménages, par une grande mobilité pour les achats et par un pouvoir d'achat croissant, ce qui contraste avec la réalité des quartiers urbains centraux et péri-centraux, où les ménages se caractérisent par une plus faible bi-motorisation, et parfois par l'absence de voiture, par la concentration de la monoparentalité, surtout féminine, et par la présence d'immigrants provenant de vagues d'immigration récente, souvent pauvres et mal intégrés au marché du travail. Ce n'est donc pas étonnant que les commerces alimentaires et les grandes surfaces tendent à se localiser dans le premier type d'espace, ce qui provoque la pénurie dans les espaces habités par des populations précaires (Tannier, 2003). Cette forme de ségrégation urbaine est bien sûr le produit du marché, mais aussi des décideurs locaux qui assurent la gestion et l'aménagement des espaces urbains. L'étalement urbain et les nouvelles formes de ségrégation qui l'accompagnent ont favorisé l'émergence des grands centres commerciaux et d'une nouvelle forme de commerce alimentaire, l'hypermarché, dont la diffusion accélère à son tour

l'étalement urbain.

## **2 Objet et cadre conceptuel.**

Notre recherche porte sur les actions menées par les organismes communautaires qui mobilisent des ressources de l'économie sociale et solidaire visant à contrer la désertification alimentaire. Nous visons à caractériser les conditions de succès des actions collectives qui offrent à la collectivité une option face à l'insécurité alimentaire et, partant, redynamisent le milieu de vie dans les quartiers précaires. Notre question de recherche est la suivante : quels sont les facteurs de réussite des actions collectives qui font face aux problèmes d'insécurité alimentaire liés au phénomène du désert alimentaire? Pour répondre à cette question, nous aborderons une initiative particulière à titre d'exemple, développée par l'organisme *Paroles d'ExcluEs*, laquelle mobilise une ressource spécifique, l'échange de temps. La présentation de ce cas se fera à l'aide d'un modèle de repérage élaboré dans le but de dégager les conditions de réussite des actions collectives locales (Klein, 2011; Klein et Champagne, 2011), lequel modèle analyse l'effet structurant de l'initiative locale et de l'action collective dans un cycle qui se déploie en trois étapes.

La première étape est le lancement d'un projet, souvent de façon individuelle, par un leader ou par un citoyen, ou par un groupe de leaders ou de citoyens<sup>3</sup>. Le projet peut concerner la valorisation d'une ressource culturelle ou humaine, la protection d'un élément du patrimoine collectif, la création d'emplois dans la collectivité locale, le maintien ou la création d'un service aux citoyens, etc. Dans notre cas, il s'agira d'un projet en sécurité alimentaire. Pour susciter l'intérêt de la collectivité locale et obtenir son appui, des leaders se mobilisent suscitant l'adhésion de plusieurs acteurs et groupes de la collectivité locale. Le projet devient alors un projet collectif.

La deuxième étape consiste dans la mobilisation des ressources par les leaders. Par ressources, nous entendons les ressources humaines, sociales, organisationnelles et

---

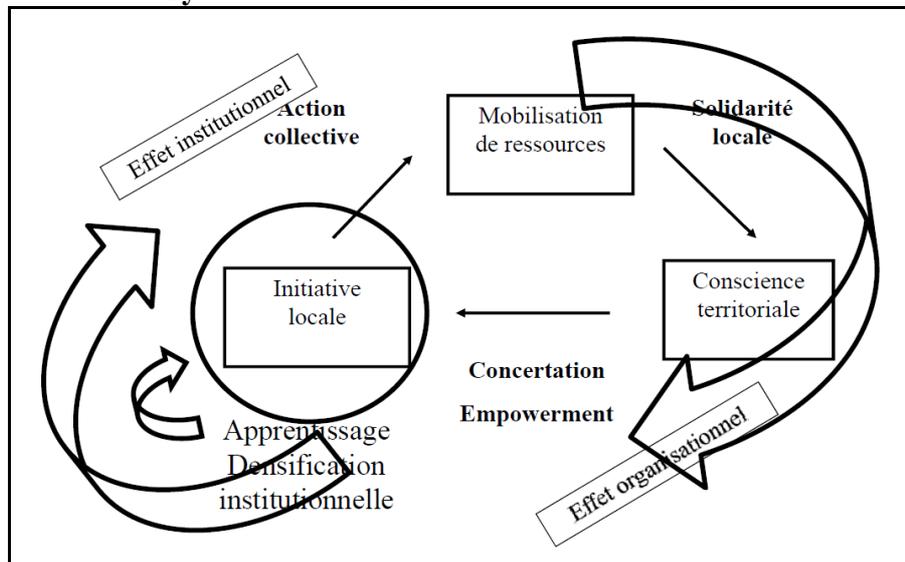
<sup>3</sup> Nous reprenons ici certains passages de Klein (2011 et 2012)

financières, locales et extérieures. Les leaders doivent être capables d'utiliser les moyens mis à leur disposition par des programmes publics et d'attirer des appuis du capital privé, mais ils doivent conserver le leadership. Ce leadership du projet est ici d'autant plus important que la relation avec les instances publiques et avec d'autres acteurs extérieurs s'établit souvent dans un contexte de rapports de force et de pouvoir. Il faut donc un leadership local fort, qui utilise les ressources obtenues d'acteurs exogènes et endogènes en les combinant selon des objectifs définis localement. Ces démarches renforcent l'adhésion des citoyens à leur projet et intensifient leur sentiment d'appartenance à leur communauté.

La troisième étape est celle où le sentiment d'appartenance des acteurs se transforme en conscience territoriale, une forme de conscience sociale façonnée par l'appartenance commune à un territoire. La conscience territoriale, combinée à d'autres formes de conscience sociale (de genre, de classe, d'ethnie, etc.) génère un « nous » collectif laissant des traces durables dans le maillage des organisations et instituant des pratiques collectives et des mécanismes de régulation locale qui favorisent la convergence entre les acteurs.

Bien que les initiatives qui réussissent témoignent surtout d'expériences de concertation et d'intégration, cela n'exclut ni les tensions ni le besoin de développer la capacité de les surmonter. Les projets s'inscrivent dans des environnements changeants. Leur réussite dépend donc pour beaucoup de la capacité du leadership de favoriser la construction de compromis sans pour autant esquiver les débats. Ces consensus renforcent le sentiment d'appartenance des acteurs à la communauté, ce qui favorise une conscience territoriale qui amène les acteurs à nuancer leurs différences au profit de la collectivité. Cette conscience territoriale constitue une base essentielle pour l'action conjointe des acteurs locaux sociaux et économiques, pour l'entrepreneuriat partenarial. Elle amène les acteurs à agir ensemble, à se concerter, ce qui augmente leur capacité de réussir et leur donne du pouvoir. La capacité renforcée (empowerment) des acteurs et des citoyens leur permet de lancer d'autres projets, de faire participer l'ensemble de la collectivité et de reproduire ce parcours, de nouveaux projets s'ajoutant constamment (Klein, 2011).

**Figure 1 :  
Cycle et effet structurant de l'initiative locale**



Source : Klein (2011)

### 3 Méthodologie

Notre recherche porte sur les déserts alimentaires et les initiatives locales et actions collectives qui y répondent à Montréal. Dans ce texte, nous utiliserons des résultats obtenus selon deux méthodologies. D'abord, nous avons évalué les ressources alimentaires et la désertification alimentaire à Montréal-Nord. Ce quartier compte parmi les plus affectés par la désertification alimentaire et figure parmi les plus défavorisés de la ville de Montréal. Ensuite, nous utilisons la méthodologie de l'étude de cas. Dans ce texte, nous présenterons le cas du projet mis en œuvre par l'organisme *Parole d'excluEs* à Montréal-Nord (voir <http://paroledexclues.site11.com/>). Pour cette étude de cas, nous nous appuyons sur des résultats d'entretiens, sur l'observation directe participante et non-participante, ainsi que sur l'analyse de documents produits par l'organisme.

## 4 Résultats

### 4.1 La désertification alimentaire à Montréal-Nord

Habité par 83875 personnes, l'arrondissement de Montréal-Nord affiche des indicateurs de défavorisation qui montrent que les conditions de vie de sa population sont de loin inférieures à celle de la moyenne des résidents montréalais. Le pourcentage de population à faible revenu est de près de 38% alors que dans l'ensemble de la ville il n'est que de 29%. Avec un taux de chômage de 12,5%, le pourcentage de la population en chômage dans le quartier est de près de 50% supérieur à celui de la ville. La monoparentalité y atteint 28,7 % alors que dans la ville elle n'est que de 20,7%. Et que dire de la population à faible niveau de scolarité qui avec un pourcentage de 26,5% représente le double de ce qu'elle représente dans l'ensemble de la ville, compromettant du coup les possibilités de reprise en main du quartier (Tableau 1). La population de Montréal-Nord correspond à une population précaire, vulnérable, qui, en plus, a été l'objet de diverses formes de violence symbolique et réelle qui créent un effet d'insécurité. Des facteurs à la fois sociaux, économiques, culturels et historiques qu'il serait trop long de décrire ici, expliquent la situation de pauvreté et d'exclusion dans laquelle vit une partie importante de la population de ce quartier.

Tableau 1 : La précarité à Montréal-Nord

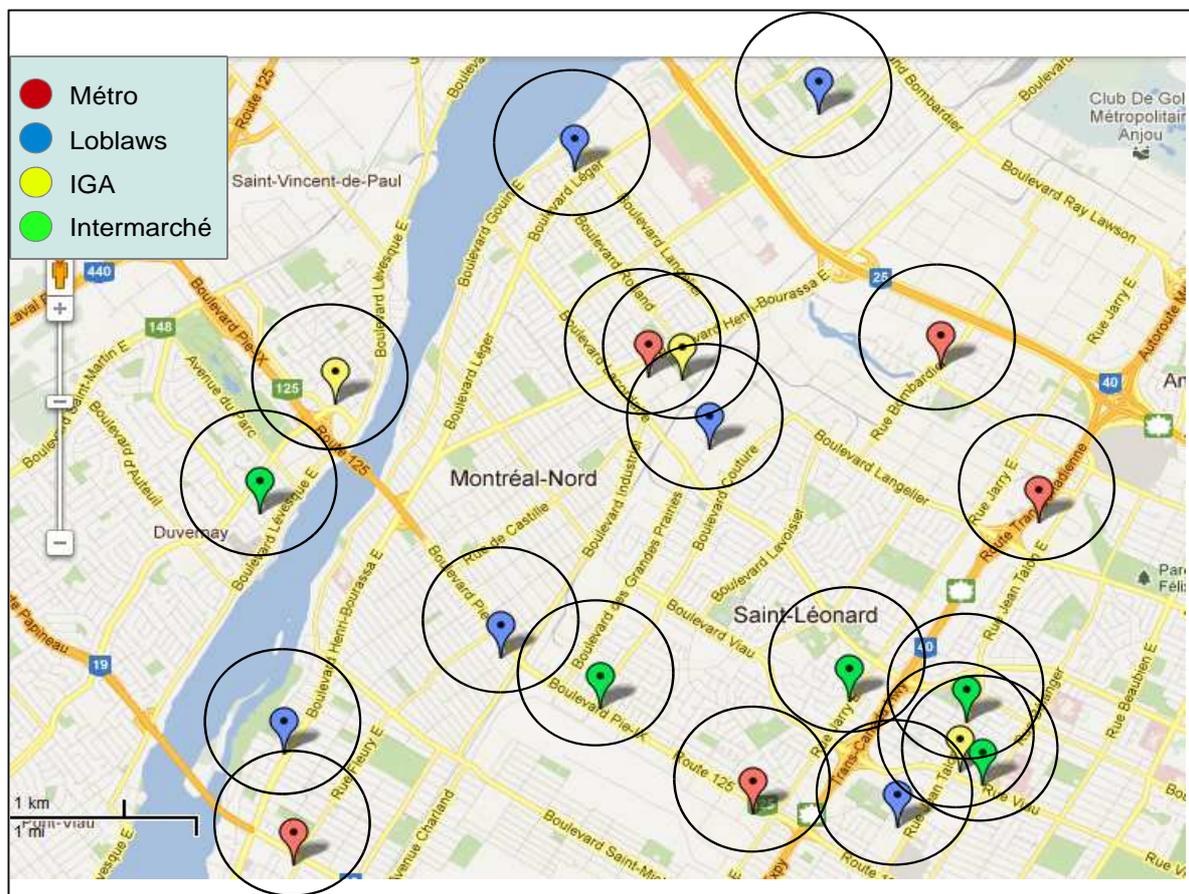
Indicateur de défavorisation	Montréal-Nord		Agglomération de Montréal	
	2001	2006	2001	2006
Population à faible revenu	39,5	38,0	29,0	29,0
Taux de chômage	11,9	12,5	9,2	8,8
Monoparentalité	27,8	28,8	20,8	20,7
Faible scolarité	25,0	26,5	14,7	13,8

Source : Données des recensements de 2001 et de 2006. Voir Statistique Canada.

Compte tenu de la précarité de la population de cet arrondissement, il n'est pas étonnant qu'il ait été affecté par un processus de désertification alimentaire. Nous avons identifié jusqu'à 19

supermarchés situés dans le territoire de Montréal-Nord ou à proximité, le desservant. Or plusieurs espaces de l'arrondissement sont mal desservis parce que trop éloignés des ressources d'une épicerie complète. Dans la figure 2, les cercles autour de chacune de ces épiceries ont un rayon de 750 mètres, les zones qui se retrouvent en dehors de tous les cercles sont les déserts alimentaires du territoire. L'ensemble des déserts alimentaires dans l'arrondissement touche à peu près 40% du territoire et de la population de l'arrondissement, englobant plus de 34 600 résidents.

Figure 2 :  
Les déserts alimentaires à Montréal-Nord



Source : Élaboration par Darío Enriquez

Certes, dans les espaces identifiés à Montréal-Nord comme des déserts alimentaires, on trouve certains types de ressources alimentaires, telles que des dépanneurs ou des petits marchés, souvent ethniques. Mais, sauf exception, ces établissements offrent des produits à des prix élevés, d'une variété limitée, et, pour les dépanneurs, de qualité inférieure. Autant du point de vue économique que de celui de la santé, l'achat fréquent, voire quotidien de ces produits correspond à un problème. L'intervention d'organismes publics ou communautaires s'avère ainsi nécessaire afin d'améliorer les conditions de vie de la population touchée par le phénomène décrit.

#### **4.2 *La réponse de Parole d'exclus***

À Montréal-nord, l'offre en services publics est déficiente si on la compare avec l'ensemble de la ville. L'explication de ceci est historique. Avant de devenir un arrondissement de la Ville de Montréal en 2001, Montréal-Nord était une ville indépendante. Historiquement elle avait été gérée d'une façon très conservatrice ou l'équilibre budgétaire l'emportait sur toute considération sociale ou économique. Si bien que la structure des services offerts à la population présente un retard comparativement avec le reste de la ville. Dans ce contexte, l'action face à l'insécurité alimentaire est venue de la société civile. Nous présenterons ici le cas de *Parole d'excluEs*, une expérience de mobilisation contre la pauvreté et l'exclusion qui regroupe des personnes issues de différents milieux à travers de projets collectifs visant à améliorer leurs conditions de vie et leur capacité d'exercer leurs droits citoyens.

L'élément central de cette expérimentation est le logement communautaire. La démarche de mobilisation et les actions développées par cette organisation se font à partir d'une alliance avec la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM), une organisation para-publique municipale visant le développement de logements communautaires dans deux quartiers montréalais. Les zones d'intervention sont situées dans les arrondissements de Montréal-Nord, notamment dans un secteur de Montréal-Nord désigné comme L'Îlot Pelletier.

*Parole d'excluEs* compte sur le réseau L'Accorderie pour renforcer sa capacité d'action avec un système d'échange local de services. L'Accorderie est :

« une banque de temps qui permet de comptabiliser les services donnés (offre) et les services reçus (demande). L'unité d'échange est une monnaie horaire, une heure de service rendu équivaut à une heure de service reçu, quelle que soit la nature du service. Outre la création de lien social, l'Accorderie agit directement sur les conditions de vie de ses membres. Elle permet le développement de projets collectifs, comme la formation de groupes d'achats ou la mise sur pied d'un système de crédit solidaire » (Fontan et al., 2010).

L'Accorderie est une entreprise d'économie sociale et solidaire qui a pour mission de développer un réseau d'échange de services accessible à toutes les personnes qui désirent améliorer leurs conditions de vie, notamment au plan social et économique, et ainsi combattre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle réunit des adhérents qui mettent à la disposition des autres leurs propres compétences, habiletés et savoir-faire, sous la forme d'offres de service. Chaque échange est comptabilisé sur la base des heures données selon le principe de base suivant : « *Une heure égale une heure* ». Ainsi, toutes les compétences sont valables et tous les services sont mis sur un même pied d'égalité.

L'application du modèle de développement par l'initiative locale (voir ci-dessus) au projet alimentaire de *Parole d'excluEs* à Montréal-Nord nous permettra d'identifier les jalons de l'ancrage de ce projet dans la communauté locale.

L'idée d'aborder la problématique alimentaire du secteur a été lancée par *Parole d'excluEs* à partir du constat de l'existence d'un désert alimentaire, avec une pénurie évidente de ressources alimentaires variées et de qualité. Le défi est d'aller vers une action collective à partir de sa conception par une organisation locale.

Un comité citoyen, le Regroupement citoyen de l'îlot Pelletier, a été la première ressource endogène mobilisée. Ce comité a décidé de mener une étude citoyenne des besoins et des aspirations des habitants concernant le volet alimentaire. Cette étude, réalisée avec l'implication de l'Incubateur Universitaire *Paroles d'ExcluEs* (IUPE) (voir

<http://iupe.wordpress.com/>), a mobilisé des ressources universitaires, étudiants et chercheurs, pour la réalisation d'enquêtes sur le terrain, la concertation avec la population locale et la connaissance de la réalité du secteur d'intervention. Les conflits et confrontations ont intensifié le sentiment d'appartenance des citoyens à leur habitat local, renforçant la légitimité du leadership et l'identification collective des problèmes et des solutions. L'action collective renforce le sentiment d'appartenance des acteurs et des résidents au territoire. S'établissent ainsi les mécanismes de concertation qui animent l'agir collectif. Une concertation parmi les acteurs sociaux, économiques et politiques s'avère nécessaire pour mettre en œuvre une démarche partenariale. Mais surtout, c'est la participation citoyenne qui donne de la force au projet. C'est ce qu'on appelle l'*empowerment*.

L'étude citoyenne des besoins et des aspirations a été réalisée et la population locale a décidé d'agir collectivement sur la problématique alimentaire du secteur. L'*empowerment* citoyen a donné ses fruits, soit la conscience de partager un même territoire et le droit de prendre en main la solution des problèmes de la collectivité. Plusieurs options ont été envisagées : cuisine collective, groupe d'achats, épicerie communautaire. Le comité de sécurité alimentaire du Regroupement citoyen a proposé de former un groupe d'achats avec l'objectif d'essayer à moyen terme la constitution d'une épicerie communautaire ou coopérative.

Après 18 mois de fonctionnement, le groupe d'achats de l'îlot Pelletier déjà consolidé, interpelle ses membres pour élargir l'expérience. Il y a une proposition afin de constituer une coopérative de solidarité en distribution alimentaire sur la base de l'expérience acquise avec le groupe d'achats. Cette coopérative ferait des commandes de denrées alimentaires et leur distribution. Le groupe d'achats de l'îlot Pelletier serait l'un de ses clients et l'idée est de s'appuyer sur les membres de l'Accorderie de Montréal-Nord et d'intégrer d'autres organismes. La nouvelle échelle d'opération permettra d'améliorer les prix d'achats et l'accès à une plus grande variété des produits.

## Conclusions

Un Groupe d'Achats est un groupe de personnes qui se réunissent une ou deux fois par mois pour planifier l'achat en commun de denrées diversifiées et de qualité, et ce, directement des fournisseurs, dans un esprit d'entraide et de solidarité. À partir de diverses expériences sur le terrain qui ont été accumulées et étudiées par Moisson Québec (2008), la formation et la consolidation d'un groupe d'achats doivent être animés par certains principes, dont :

- a) Tout individu possède des compétences et des connaissances;
- b) Tout individu possède des ressources personnelles inexploitées qu'il pourra explorer à l'intérieur des groupes d'achats;
- c) Tout individu peut apprendre beaucoup en étant en contact avec d'autres personnes;
- d) Tout individu paie et s'implique, ce n'est pas de la charité;
- e) Le groupe est autonome, il décide de son fonctionnement.

Un élément fondamental dans la construction et la consolidation d'un groupe d'achats est l'implication des membres. L'appropriation du groupe par les membres exige la constance, l'effort collectif et la transparence. Son fonctionnement est basé sur les échanges, le travail d'équipe, le consensus et le respect de toutes les étapes de réalisation. Tous les membres sont sur le même pied d'égalité. Dans toutes les étapes de la réalisation du groupe d'achats, les membres sont appelés à s'impliquer et les tâches doivent être partagées. La répartition équitable des tâches doit être faite au sein du groupe afin d'éviter les frustrations et de neutraliser les conflits.

L'objectif direct du groupe d'achats est d'obtenir des aliments de qualité et à bon prix, et ce en réponse à la désertification alimentaire. Mais, en même temps, ce type d'initiative brise l'isolement dans lequel se trouvent les personnes affectés par dives formes d'exclusion, favorisant l'entraide, l'*empowerment*, l'amélioration des compétences, etc. Le groupe d'achat de Parole d'excluEs à Montréal-Nord a favorisé un mode de consommation axé sur la solidarité plutôt que sur le profit, tout en créant un espace de coopération et l'émergence d'un sentiment d'appartenance à son milieu.

## Sources

- Apparicio, Philippe, Marie-Soleil Cloutier et Richard Shearmur (2007). The case of Montréal's missing food deserts: Evaluation of accessibility to food supermarkets. *International Journal of Health Geographics* 2007, 6:4. Site web.  
<http://www.ij-healthgeographics.com/content/6/1/4>  
Dernier consultation 30-avr-2012
- Baines, John D. (1973). *The Environment*. Batsford Publisher, London. 96 p.
- Bertrand, Lise et Caroline Marier (2008). *Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012*. Direction de Santé Publique. Agence de la santé et de services sociaux de Montréal.  
[http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx\\_asssmpublications/978-2-89494-718-0.pdf](http://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/978-2-89494-718-0.pdf)  
Dernière consultation 30-avr-2012
- Bilodeau, Angèle (2006). *Évaluation de la planification du programme de subventions en sécurité alimentaire*. Comité de pilotage du projet. Direction de Santé Publique. Agence de la santé et de services sociaux de Montréal.
- Bitler, Marianne et Steven Haider (2010). An Economic View of Food Deserts in the United States. *Journal of Policy Analysis and Management*, Vol. 30, No. 1, pp 153 :176.
- Cummins, Steven et Sally Macintyre (2002). « Food deserts » : Evidence and assumption in health policy. *British Medical Journal BMJ*, Vol. 325, pp 436:439
- Fontan, J.-M, Patrice Rodriguez et Vincen van Schendel (2010). Parole d'excluEs, une approche innovante en matière de lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté. *Revue Vie Économique*, Vol. 1, No. 4, publication électronique.  
[http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/5/43/RVE\\_vol1\\_no4\\_Fontan\\_et\\_al\\_corrigezf.pdf](http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/5/43/RVE_vol1_no4_Fontan_et_al_corrigezf.pdf)  
Dernier consultation 30-avr-2012.
- Gallagher, Mari (2008). *Food Desert and Food Balance Indicator Fact Sheet*. Mari Gallagher Researching and Consulting Group. [www.marigallagher.com](http://www.marigallagher.com) site web. Dernier consultation 30-avr-2012.
- Gordon, Cynthia et al., (2011). Measuring food deserts in New York City's low-income neighborhoods. *Health & Place*, Vol. 17, pp. 696–700.
- Guy, Cliff, Graham Clarke et Heather Eyre (2004). Food retail change and growth of food deserts : a case study of Cardiff. *International Journal of Retail & Distribution Management.*, Vol 32, Nro 2, pp. 72:88
- INRS-UCS (2009). Portrait socioéconomique du territoire du Centre local d'emploi de Montréal-Nord. Emploi Québec et l'Institut National de la Recherche Scientifique (Urbanisation, Culture et Société). Mai 2009.  
<http://www1.ucs.inrs.ca/pdf/CLE2009/montrealnord2009.pdf> Dernière consultation 30-avr-2012.
- Klein, J.-L. (2012) Le leadership partagé : une condition pour le développement local. Dans Fahmy, M. (Dir.) *L'État du Québec 2012*. Montréal, INM-Boréal, pp : 84-91
- Klein, J.-L. (2011) Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation. Le développement par l'initiative locale. Dans Bellemare, G. et J.-L. Klein (Dir.) *Innovation sociale et territoire*. Québec : Presses de l'Université du Québec. Collection Innovation sociale, pp :175-194
- Klein, J-L et Christine Champagne (2011). Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Presses de l'Université du Québec, 352 p.

- Moisson Québec (2008). Guide de soutien au démarrage et à l'accompagnement des groupes d'achats. Août 2008. <http://www.moissonquebec.com/documents/guide-soutien-au-demarrage.pdf>. Dernière consultation 30-avr-2012
- Morland, Kimberly, Steve Wing, Ana Diez Roux et Charles Poole (2002). Neighborhood Characteristics Associated with the Location of Food Stores and Food Service Places. *American Journal of Preventive Medicine*, Vol. 22, No 1, pp. 23:29.
- Nayga, Rodolfo et Zy Weinberger (1999). Supermarket access in the inner cities. *Journal of Retailing and Consumer Services*, Vol. 6, pp 141 :145.
- Reisig, Vmt et A. Hobbiss (2000). Food deserts and how to tackle them: a study of one city's approach. *Health Education Journal*, Vol. 59, pp. 137:149.
- Sparks, Andrea, Neil Bania et Laura Leete (2009). *Finding Food Deserts: Methodology and Measurement of Food Access in Portland, Oregon*. National Poverty Center/USDA Economic Research Service. Conference "Understanding the Economic Concepts and Characteristics of Food Access", Washington DC, January 23rd, 2009
- Statistique Canada (2006). Profils des secteurs de recensement (SR), Recensement de 2006. Site web. <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-597/P3.cfm?CTuid=4620616.00&Lang=F>  
Dernière consultation 30-avr-2012
- Tannier, Cécile (2003). Trois modèles pour mieux comprendre la localisation des commerces de détail en milieu urbain. *L'Espace géographique*, 3/2003 (tome 32), pp. 224-238.  
<http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2003-3-page-224.htm>  
Dernière consultation 30 avril 2012